



Le Portugal adopte un budget d'austérité tandis que s'intensifient les attaques spéculatives contre l'Espagne

Par [Andre Damon](#)

Mondialisation.ca, 03 décembre 2010

[WSWS](#) 3 décembre 2010

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Économie](#)

La crise de la dette européenne s'est intensifiée vendredi, les spéculateurs continuant leurs attaques les plus récentes contre l'Espagne et le Portugal. Pendant ce temps, les tensions se sont accrues entre l'Allemagne et les représentants de l'Union européenne au sujet de la quantité d'argent à mettre de côté pour de futurs renflouements.

Les coûts des emprunts pour les gouvernements espagnols et irlandais ont atteint jeudi leur plus haut niveau depuis l'adoption de la monnaie unique. En réponse aux attaques continues, les législateurs portugais, incités par le Premier ministre socialiste José Socrates, ont adopté un ensemble de mesures d'austérité vendredi. Le budget inclus des coupes dans les retraites et l'aide sociale ainsi que des augmentations d'impôts qui toucheront surtout la classe ouvrière.

Ces coupes ont partiellement satisfait l'appétit des spéculateurs, et le coût des emprunts pour le Portugal a un peu baissé après avoir atteint un record plus tôt dans la journée. Les spéculateurs ont ensuite tourné leur attention vers l'Espagne, faisant atteindre à leur coût d'emprunt un nouveau record.

Le Premier ministre espagnol José Luis Zapatero a adopté un ton méfiant vendredi, et, tout comme les dirigeants irlandais et grecs avant lui, a nié penser à un renflouement de la part de l'UE. « Je devrais avertir ces investisseurs qui vendent l'Espagne au rabais qu'ils vont commettre une erreur et agiront contre leur intérêt. » a-t-il dit.

Les menaces de Zapatero n'ont pas réussi à calmer les spéculateurs, et à midi, vendredi, le *Financial Times* faisait grand cas d'un possible renflouement de l'Espagne. Le journal a prévenu que « un renflouement de l'Espagne sur le modèle grec ou irlandais » coûterait 420 millions d'euros et « étirerait la capacité de financement de l'UE jusqu'au point de rupture. » L'économie espagnole est près de trois fois plus importante que celle de l'Irlande et de la Grèce combinée, et représente plus de dix pour cent de la production de la zone euro.

La vague de spéculations contre la dette espagnole a donné du poids aux conflits au sein de la zone euro sur la somme à mettre de côté pour ce genre de cas. Le comité exécutif de l'Union européenne, la Commission européenne, a proposé cette semaine de doubler le fond de renflouement d'urgence qui est actuellement de 440 milliards d'euros (ce qui, une fois combiné avec les fonds promis par le FMI, se monte à 750 milliards.) Cependant, l'Allemagne s'y est opposée, d'après le *Wall Street Journal*.

« De nombreux investisseurs et analystes doutent que l'UE ait promis d'accorder suffisamment de financements pour sauver l'Espagne si le pays devait perdre son accès aux marchés obligataires, » écrit le journal. « Le soutien de la part de l'Allemagne, la plus large économie d'Europe et principal contributeur au principal fond de renflouement de l'UE, serait essentiel pour toute augmentation future du financement. »

L'Allemagne, qui devrait assumer le plus gros du coût des renflouements à venir, a insisté fermement sur le fait que les pays qui ont besoin de fonds doivent réduire les retraites et les services sociaux avant de demander de l'aide. Le gouvernement allemand a également poussé à restructurer la dette en imposant une « coupe de cheveux » aux détenteurs privés d'emprunts publics, qui devraient participer à une éventuelle annulation partielle de la dette. Cela a entraîné une opposition de la part des autres pays et de la part des détenteurs d'emprunts, déterminé à ce que leurs activités spéculatrices soient couvertes entièrement.

La justification de Zapatero faisait suite à une déclaration similaire de la part du gouvernement portugais, qui a déclaré au *Financial Times* que des rumeurs selon lesquelles il chercherait un renflouement étaient « totalement fausses. » Le gouvernement portugais a fait cette dénégation après que le *Financial Times Deutschland* a rapporté qu'un représentant du ministère des finances allemand avait dit qu'un renflouement du Portugal aiderait l'Espagne.

Les coûts d'emprunts du Portugal ont rapidement grimpé après l'article, mais ont baissé un peu une fois qu'il a été connu que le gouvernement avait adopté un nouveau budget d'austérité. Les coupes comprennent une réduction de cinq pour cent du salaire dans le secteur public et une augmentation de deux pour cent de la TVA. Le pays devrait également introduire de nouvelles taxes routières et retarder la construction de nouvelles infrastructures.

Le gouvernement est déterminé à mener à bien les diktats des marchés financiers internationaux. Le Premier ministre Socrates a dit que les coupes étaient « absolument nécessaires pour éloigner le Portugal du centre de la crise financière et économique. »

Le nouveau budget est arrivé après une grève symbolique d'une journée de la part des syndicats qui étaient censés permettre à l'hostilité populaire de s'exprimer tout en ne faisant rien pour empêcher que les coupes budgétaires soient votées.

Le commissaire aux affaires économiques de l'UE, Olli Rehn a applaudi cette mesure, tout en insistant sur le fait qu'il faudrait en faire plus. « Bien sûr, l'effort de consolidation fiscale, qui est indispensable pour construire une base cohérente pour une croissance à moyen terme et des emplois, devra se poursuivre dans les années à venir, » a-t-il déclaré.

Les systèmes bancaires de l'Espagne et du Portugal se sont mieux comportés dans la crise économique que d'autres pays européens. L'Espagne, cependant, a le taux de chômage le plus élevé de toute l'Europe de l'ouest. Le pays a connu un effondrement sévère de la bulle immobilière, qui avait fait doubler les prix entre 1995 et 2007.

Pour la Grèce et l'Irlande, ni les mesures d'austérité ni le renflouement par l'UE n'ont arrêté les attaques spéculatives. Le coût des emprunts pour ces pays a continué à monter cette semaine, ceux de l'Irlande atteignant vendredi un record sur ces 12 dernières années. À la clôture de la bourse vendredi, le coût des emprunts pour la Grèce était de 9 pour cent au-dessus de celui des États-Unis, et celui de l'Irlande à 6,5 pour cent, le Portugal à 4, 3 et

l'Espagne à 2,4.

L'euro a également baissé de 0,8 pour cent contre le dollar américain vendredi, atteignant son plus bas niveau de ces 9 dernières semaines, après que des craintes sur un second renflouement ont sapé la confiance dans cette monnaie. Les marchés financiers de toute la planète ont assisté à une vague de ventes, et tous les indices majeurs en Europe, en Asie et en Amérique ont baissé de 0,5 à 1 pour cent.

Il est évident d'après les derniers développements que les spéculateurs ne se contenteront pas de s'en prendre aux petits pays comme l'Irlande et la Grèce. Aujourd'hui, ils s'en prennent à l'Espagne, mais demain ils pourraient s'en prendre à n'importe quel pays de la zone euro.

Quelles que soient les différences entre les grandes puissances européennes sur la taille et la nécessité des futurs renflouements, ils sont tous d'accord sur le fait que la classe ouvrière en Europe doit payer pour la crise financière en cours. Les gouvernements, « de gauche » comme de droite, proclameront qu'ils n'auront « pas d'autre choix » que de prendre des mesures d'austérité, mettant en pratique des politiques exigées depuis longtemps par leur classe dirigeante locale, au prétexte d'une menace « extérieure ».

Les victimes de tout cela seront les travailleurs d'Europe, qui assisteront à des réductions drastiques de leur revenu et de leur niveau de vie pour satisfaire les exigences des marchés financiers.

Article original, [WSWS](#), paru le 27 novembre 2010.

La source originale de cet article est [WSWS](#)

Copyright © [Andre Damon](#), [WSWS](#), 2010

Articles Par : [Andre Damon](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca